

---

## Ambition et attractivité Economie, emploi et développement

---

22 octobre 2012



deshayes.bruno@yahoo.fr

### Contribution de Bruno DESHAYES

#### Monnaie locale et influence du Conseil de développement

Que Jean Renard, Rapporteur Général, s'interroge dans une contribution du 17 Octobre « A quoi servons-nous » peut entraîner un questionnement dans l'esprit de chacun au Conseil de Développement. Il a sans doute raison d'évoquer ce point, c'est me semble t-il un sujet récurrent, mais on peut espérer que le travail du Conseil est une œuvre de fourmi et de longue haleine dont certaines propositions sont effectivement prises en compte. Enfin le Président Retière, lors de la dernière assemblée du Conseil Communautaire et à l'issue du discours de Philippe Audic, a souligné combien les travaux du Conseil de développement étaient importants. Soit c'est une formule rhétorique, ou lui et les membres de la communauté le pensent vraiment. Ce que je crois.

Bien que Jean Renard n'évoque pas dans ce document la mise en place d'une monnaie locale, c'est sur ce sujet présenté par MM. Bolo, Stern et Amato que je veux intervenir. Je crains fort que Nantes cède à une mode qui se développe un peu partout en France et en Europe, afin de démontrer que nous sommes une ville à la page. Il s'agit en bref d'inventer une monnaie pour Nantes, virtuelle et à parité égale à celle de l'Euro assortie d'un contrôle strict de la circulation monétaire : pas de prêts, pas d'épargne, circulation rapide. En ces temps de difficultés financières y compris pour les collectivités locales, il apparaît inopportun de lancer des projets coûteux et parfois éphémères. On peut faire parler d'une ville par tous les moyens, même si parfois ils sont sulfureux comme les manifestations contre l'aéroport de Notre Dame des Landes...

Pour revenir à la monnaie locale, je ne comprends pas comment cela va accélérer le rythme des échanges, cet argent virtuel ne pouvant être placé ni soumis à l'emprunt. Je ne crois pas que les grandes entreprises se mettent à faire de gentils échanges locaux au lieu d'aller parfois sur des marchés spéculatifs mondiaux. Quant aux commerçants locaux, ils n'auront pas le droit de faire du dumping sur les prix avec du « Bolo » par rapport à l'Euro.

L'idée de rendre obligatoire l'utilisation de la monnaie parallèle n'est pas dans l'air du temps ni même envisagée. Enfin, comme je l'ai dit en réunion, une entreprise qui ferait des travaux pourrait être conduite à

faire appel à des artisans du bâtiment locaux, soit. Mais s'ils veulent acquérir certains composants, matériaux spécifiques ou machines outil qui n'existent pas ici ni même en France, voire en Europe parfois, je ne crois pas que cela va provoquer des décisions stratégiques pour tout produire localement, ça relèverait du miracle économique auquel même M. Bolo ne croit pas.

A l'heure de la mondialisation, qu'on soit pour ou contre, on se rend bien compte que les échanges commerciaux sont internationaux, emprunts d'une concurrence féroce, qu'on appelait « guerre économique » il y a environ 10 ans. Mais ce terme n'est plus tendance... Cependant la guerre économique, qu'on l'appelle ainsi ou autrement, existe bien.

Quant aux particuliers, on ne voit vraiment pas pourquoi ils paieraient en « Bolo » puisque ils n'y auraient aucun avantage financier (pas de dumping autorisé sur les prix). Même les élus présents cherchent des solutions à cette question, ils espéraient peut-être que le Conseil de Développement en fournirait...

D'autre part, considérant le revenu moyen, on se demande si les ménages ont le choix, la plupart d'entre eux bouclant péniblement ou même pas du tout leur budget fait d'emprunts, de factures, de fiscalité, d'achats etc... Il faudrait leur donner des augmentations de salaire pour qu'ils fassent circuler une masse monétaire supplémentaire, donc la monnaie locale correspondrait à une amélioration des revenus des ménages payés en dessous du salaire médian. Je rêve !

Le fait qu'il n'y ait qu'un acteur, le Crédit Municipal ne me choque pas mais je me demande s'il n'a pas d'autres missions à remplir. Par ailleurs, je n'ai pas entendu de réflexion sur le coût de mise en place et de fonctionnement de la monnaie locale, pour la collectivité surtout mais également pour les utilisateurs.

A l'heure où tout le monde doit réduire ses dépenses, je ne crois pas que ce soit un bon investissement, il y a aussi d'autres façons positives de dynamiser et accroître la notoriété de Nantes. Beaucoup de pistes existent, les travaux du Conseil en fournissent, il serait peut-être judicieux de remettre les choix sur la table, de faire le tri et de prendre les options les plus opportunes.

A la question de Jean Renard « A quoi servons-nous », également au manque d'écoute par les élus émis par Christian Davias dans sa dernière contribution, n'apportons pas des réponses timorées et comme le précise souvent Philippe Audic, soyons impertinents, soyons audacieux, j'ajouterais imposons nous et rappelons aux élus de la Communauté que nous représentons la voix des citoyens de l'agglomération nantaise pour les choix fondamentaux qui engagent notre avenir et celui de nos enfants.